

**Politique étrangère - Etats-Unis -
Union européenne - Iran - Lutte
contre le terrorisme - Syrie -
Jordanie - Libye - Entretien de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
avec "France Info" - extraits**
(Paris, 01 août 2018)

Q - Notre invité ce matin est ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Bonjour Jean-Yves Le Drian.

R - Bonjour.

(...)

Q - Jean-Yves Le Drian, vous êtes ministre de l'Europe, vous regardez tous les matins les Unes de la presse étrangère, quand on voit les articles, le traitement de l'affaire dans la presse européenne, est-ce que vous pensez que cette affaire Benalla a abimé l'image du président ?

R - Ce qui me frappe, parce que je me déplace beaucoup dans le monde, en Europe et dans le monde, c'est que la France est attendue, la France est de nouveau respectée, la France est de nouveau entendue. La France est souhaitée comme pivot de l'action internationale, dans un monde qui est aujourd'hui balkanisé, où l'on voit des puissances émerger, où la régulation est en train de disparaître, on se retourne vers la stabilité, et la France aujourd'hui est un pôle de stabilité, et c'est un peu le pivot de l'action diplomatique, que ce soit en Europe ou dans le monde. À chaque déplacement que je fais, les chefs d'Etat, de gouvernement, les ministres que je rencontre disent : mais qu'on puisse voir Emmanuel Macron, on attend Emmanuel Macron. Donc il y a, là, une nouveauté, il y a un moment France, et je ne crois pas que cette affaire va abimer cette dynamique très forte que je constate dans tous mes déplacements.

Q - Jean-Yves Le Drian, vous parlez d'un monde balkanisé, on pourrait presque l'appliquer à l'Europe, cette Europe mal en point, qui voit effectivement le populisme surgir un petit peu partout en Europe, et on a entendu Donald Trump, le président américain, ces derniers jours, vanter la politique migratoire de l'Italie, alors même que les agressions racistes se multiplient dans ce pays ; comment peut-on encore parler au président américain ?

R - Le président Trump, contrairement à ce que l'on peut lire ici ou là, a une très grande cohérence dans son action. Il est dans le rapport de force systématique et dans le bilatéral obligatoire. La politique américaine aujourd'hui, c'est le renoncement à toute forme de multilatéralisme. Le multilatéralisme, c'est le fait que depuis la fin de la guerre 39-45, le

monde s'est doté d'outils pour réguler, pour apaiser, pour dialoguer, pour trouver des normes. Et le président Trump, depuis son arrivée, a entrepris de déstructurer l'ensemble de ces dispositifs. On l'a vu, d'abord, au départ, par l'accord sur le climat, mais on l'a vu sur d'autres sujets, dont on reparlera peut-être, sur l'Iran, et là, maintenant, sur le commerce international...

Q - Et sur l'Europe...

R - ...où il joue les Etats-Unis, grande puissance, contre tel ou tel pays, et sans prendre en considération que des pays peuvent s'allier entre eux et établir une union, comme c'est le cas de l'Union européenne. On sait très bien que l'Union européenne n'est pas obligatoirement la tasse de thé du président Trump. Et donc il parle avec les uns et les autres, donne son point de vue, il a le droit de le faire, mais il y a une logique, une cohérence dans cette position, à laquelle il faut répondre, et il faut répondre par la force de l'Union européenne, et ça donne des résultats.

Q - Alors, vous disiez à l'instant "il faut répondre à Donald Trump". Il y a une semaine Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, a pris la route de Washington pour tenter d'établir un armistice avec Donald Trump, peut-être au prix de trop de concessions. On écoute le président américain : Donald Trump, président des Etats-Unis : "C'est un grand jour, un très grand jour, nous sommes tombés d'accord, ici à la Maison Blanche, pour entamer de nouvelles relations entre l'Union européenne et les Etats-Unis, une relation de proche amitié".

Monsieur le Ministre, dans cet entretien on n'a pas eu l'impression que l'Europe montrait sa force, on a eu l'impression que l'Europe se livrait, notamment que le prix de cette armistice dans cette guerre commerciale c'était de livrer les marchés agricoles aux Etats-Unis.

R - Non, ce n'est pas le cas. D'abord, pourquoi est-ce que le président Trump reçoit le président Juncker, après avoir déclaré, à plusieurs reprises, tout le mal qu'il pensait de l'unité européenne et après avoir dit, même, que l'Europe c'était pire que la Chine ? La réalité c'est que lorsque les Etats-Unis ont imposé des droits de douane forts à l'Union européenne, comme à d'autres, sur l'acier et sur l'aluminium, l'Europe a réagi de manière déterminée et unie et a mis en place des contremesures qui ont eu leur effet et qui ont perturbé un certain nombre d'activités économiques aux Etats-Unis.

Donc, face à des mesures unilatérales de la part des Etats-Unis, l'Europe a répondu collectivement et fermement. Et alors, et le président Juncker a dit "moi, je veux bien discuter, mais on ne discute jamais sous la menace", et donc il se rend à Washington et il obtient le principe d'une trêve dans la guerre commerciale.

Parce que la guerre commerciale ce n'est jamais gagnant/gagnant, c'est généralement perdant/perdant, c'est perdant pour celui qui la provoque, mais c'est perdant aussi pour les Etats-Unis. Je pense que le président Trump a dû s'en rendre compte. Et là, maintenant, que va-t-il se passer ? Il y a une trêve, cela veut dire que les nouvelles mesures qui étaient annoncées, en particulier sur l'automobile, ne vont pas être mises en oeuvre, au moins pour l'instant, et que le président...

Q - Mais on a l'impression que c'est ça qui a été arraché d'abord, quitte à livrer l'agriculture française aux mains des Américains.

R - Non, c'est hors de question. ...et que le président Juncker va avoir désormais un mandat des Etats membres pour aller discuter avec les Etats-Unis, mandat des Etats membres qui va être discuté à la rentrée et sur lequel la plus grande vigilance devra être exercée pour éviter, en particulier, la rupture sur les normes. Il est hors de question que nous puissions nous engager dans une telle logique.

Q - Vous évoquiez tout à l'heure, Jean-Yves Le Drian, le dossier de l'Iran, Donald Trump a rompu l'accord sur le nucléaire, il tente de briser, d'atteindre l'économie iranienne, et il explique maintenant qu'il va reprendre les discussions avec ses homologues iraniens. Est-ce que vous le croyez ?

R - Il refait le coup de Kim Jong-Un en Corée du Nord, il attaque, il prend des mesures fortes, et après il propose de discuter. Pour l'instant, en Corée du Nord, cela n'a pas donné les résultats attendus, peut-être que cela viendra, il est souhaitable que cela vienne. En ce qui concerne l'Iran, nous avons une position divergente à l'égard du président Trump. Et, là-dessus d'ailleurs, pour revenir sur l'Europe, l'Europe est unie...

Q - Sur l'Iran, oui.

R - Sur l'Iran, sur la guerre commerciale.

Q - Mais en revanche on n'a peut-être pas la force de s'opposer aux Etats-Unis sur l'Iran.

R - On l'a fait sur les enjeux commerciaux, et on le fait aujourd'hui sur l'Iran, dans la mesure où nous considérons que l'accord de Vienne est un accord important, parce qu'il permet d'éviter la prolifération nucléaire, il permet d'éviter que l'Iran se dote de l'arme atomique, il permet donc d'éviter qu'il y ait de lourdes perturbations dans la région, même des risques et des menaces de guerre...

Q - Et il est encore temps de le sauver cet accord ?

R - Mais il est sauvé, il est sauvé, ce n'est pas parce que les Etats-Unis sont partis que l'accord n'existe plus.

Q - Et que les entreprises françaises se retirent.

R - C'est un autre sujet sur lequel je vais revenir. Mais il y a quelques jours, il y a eu une

réunion des ministres des affaires étrangères des pays signataires de l'accord de Vienne, ils étaient tous là sauf les Etats-Unis. Mais l'accord continue, nous sommes partie prenante de cet accord. Cela veut dire que l'Iran, à partir du moment où l'accord continue, ne se dote pas de l'arme nucléaire. Alors, le président des Etats-Unis dit "maintenant je veux parler avec l'Iran", l'Iran dit "si vous voulez parler avec nous, revenez dans l'accord", c'est de bonne guerre.

Q - Et vous vous tenez un petit peu les deux bouts, vous dites aux Iraniens "calmez-vous, arrêtez votre menace de reprendre l'enrichissement de l'uranium" et vous dites aux Etats-Unis "l'Iran c'est quand même un facteur de stabilité dans la région."

R - Non, nous disons aux Iraniens : "nous restons dans l'accord, mais vous aussi. Cela veut dire que si vous vous dotez, vous, de l'arme nucléaire, si vous rompez l'accord, si on constate que vous manquez aux engagements, à ce moment-là nous nous retirerons.". Nous avons donc un élément de pression important, qui contribue à la stabilité de la région.

Et puis nous disons aux Etats-Unis : "vous avez signé un texte, vous vous en retirez, le texte continue.". C'est vrai que l'Iran est une puissance dangereuse, parce qu'il n'y a pas que la dimension nucléaire, il y a la dimension des missiles, il y a la dimension de déstabilisation de la région, le rôle que joue l'Iran en Syrie, le rôle que joue l'Iran au Yémen, le rôle que joue l'Iran, par milices interposées, au Liban, tout cela n'est pas acceptable. Nous disons aux Iraniens : "nous voulons aussi parler de cela". Et nous voulons avoir avec l'Iran un accord général pour mieux stabiliser la région. Mais cela veut dire que dans cet accord général il y a le maintien de l'accord nucléaire, et peut-être que le président Trump est en train de se rendre compte que c'était une nécessité.

Q - Si on vient à votre propre agenda, Jean-Yves Le Drian, vous partez dans quelques heures, je crois, en Jordanie. Daech, puisque vous évoquez la menace terroriste et la stabilité de la région, on voit que la guerre avec Daech n'est pas terminée, on a vu des combats qui ont fait de nombreuses victimes, on a vu des enlèvements de civils, la guerre se poursuit avec Daech.

R - La guerre contre le terrorisme n'est pas achevée, loin de là, elle n'est pas achevée complètement avec Daech parce que si Daech est désorganisé et si l'armée de Daech est aujourd'hui très très limitée, a subi de très nombreux échecs, elle est maintenant extrêmement réduite, il n'empêche qu'il y a maintenant une nouvelle manière d'agir de la part de Daech, qui est une forme plus souterraine et qui...

Q - Donc on n'éradiquera pas Daech, enfin on va mettre du temps !

R - ...qui fait qu'en Irak, puisque vous évoquez les attentats, aussi en Syrie, on trouve des résidus d'actions qui doivent nécessiter une très grande vigilance. C'est la raison pour laquelle il faut soutenir les Etats de la région qui ont à la fois accepté, enregistré beaucoup de réfugiés. C'est le cas de la Jordanie, qui a énormément de réfugiés syriens, et puis faire en sorte qu'ils soient en situation d'être protégés, de se sentir protégés.

Et, là, en ce qui concerne mon déplacement en Jordanie tout à l'heure, c'est plutôt de faire en

sorte qu'avec la Jordanie, et avec d'autres, on puisse engager sur la Syrie un processus permettant un règlement politique, parce qu'il faudra bien aboutir à un règlement politique en Syrie.

Q - C'était votre objectif aussi en allant en Libye il y a quelques jours, obtenir un règlement politique, pour que cet Etat, qui n'existe plus, se reforme, puisse devenir un acteur de l'antiterroriste, et aussi de la question migratoire ?

R - En Libye il faut trouver les formes d'un Etat stable, et d'un Etat reconnu par la communauté internationale, et cela fait maintenant plusieurs années, depuis 2011, que le chaos a succédé à la dictature de Kadhafi. Aujourd'hui, aucune entité représentative des populations libyennes n'assure vraiment la stabilité de ce pays, et c'est la raison pour laquelle nous voulons qu'il y ait des élections, à la fin de l'année, qui puissent permettre cette stabilité.

Q - Vous êtes optimiste ?

R - Le président Macron a réuni à Paris, c'était son rôle - je parlais tout à l'heure du rôle pivot de la France, la France assume ses responsabilités en la matière -, il y a quelques semaines, l'ensemble des acteurs, pour engager un processus aboutissant à des élections à la fin de l'année.

Il faut être très déterminé. C'est reconnu par la communauté internationale, c'est validé par le Conseil de sécurité des Nations unies et c'est le moyen à la fois de lutter contre le terrorisme parce qu'il y a encore des places qui sont tenues par Daech en Libye, il y a aussi la résurgence d'Al-Qaïda, et puis de faire en sorte aussi que les flux migratoires soient régulés. Sans une stabilité en Libye, les flux migratoires ne seront pas régulés.

Q - Une toute petite dernière question. Le Télégramme de Brest, dans une région qui vous est chère, annonce que vous pourriez être tête de liste aux Européennes pour la majorité. Vous confirmez ?

R - J'ai lu ça ; non, ce n'est pas dans mes projets...

Q - Non, vous ne confirmez pas ? Vous n'êtes pas tête de liste, d'accord.

R - Je suis ministre de l'Europe et des affaires étrangères, cette tâche m'a été confiée par le président Macron, j'essaye de l'assurer le mieux possible.

Q - Merci Jean-Yves Le Drian d'avoir accepté l'invitation de France Info ce matin./.